

Communiqué de presse

Face à la destruction de l'ADEME, de Santé publique France et des CAUE, le Collectif des Agences en Lutte appelle à la grève et à un rassemblement près de l'Assemblée nationale (Invalides) le 23 juin à partir de 13h30.

Depuis janvier 2025, les attaques – budgétaires, législatives, symboliques – s'intensifient dangereusement contre les agences environnementales et sanitaires françaises, et plus largement les opérateurs de l'État et les instituts publics de référence. Alors que la population française souffre durement de la crise écologique et des inégalités sociales, le gouvernement s'obstine à détruire ses propres services destinés à protéger la population. Les agences et opérateurs de l'État engagés dans la santé publique, la protection et la restauration de l'environnement et la transition énergétique sont des outils indispensables pour construire et mettre en œuvre des politiques publiques efficaces et équitables, s'appuyant sur des connaissances scientifiques, et mettant au cœur de leurs approches l'intérêt général.

Aujourd'hui, Santé publique France et l'ADEME se voient particulièrement menacées dans leurs missions, leur indépendance technique et leur existence même. Ainsi, le gouvernement a retardé le lancement de la campagne de prévention fortes chaleurs de Santé Publique France alors que le pays connaissait un épisode de chaleur précoce, exceptionnel et mortel. Et un projet de loi propose de démanteler l'ADEME, acteur pourtant essentiel de l'adaptation au changement climatique et de la transition écologique.

Ce sont nos métiers, nos conditions de travail et notre capacité à agir utilement pour la transition écologique qui sont directement visés. Moins de moyens, c'est moins d'ingénierie publique, plus de surcharge, plus de désorganisation et, finalement, une moindre protection des populations et des territoires.

Aussi le collectif des agences et opérateurs de l'État en lutte décide d'activer le « pacte de solidarité » voté en assemblée générale le 26 novembre 2025 à la bourse du travail de Paris. Nous appelons celles et ceux qui refusent le démantèlement de Santé publique France, de l'ADEME et des CAUE, qui refusent les attaques contre l'ingénierie publique et les établissements publics, à venir manifester à nos côtés.

Alors que les crises écologiques dépassent des seuils critiques, reconnus par un consensus scientifique incontestable, que les enjeux sanitaires ne cessent de s'aggraver et que nos territoires ont plus que jamais besoin d'aménagement, nos gouvernants détruisent méthodiquement les acteurs qui œuvrent à résoudre ces défis ! Les attaques contre Santé publique France relèvent des mêmes logiques que celles qui visent à détruire l'ADEME ou les CAUE, à compromettre l'indépendance des expertises de l'Anses, affaiblir l'OFB, les agences de l'eau ou l'ONF, asphyxier le CEREMA, l'IGN, Météo France, l'ANCT, l'ANAH, l'ASP, L'Institut Paris Region, l'ANSM, l'ANDPC, le CSTB, le Museum d'Histoire Naturelle...

La destruction de ces acteurs permet de privilégier les intérêts économiques du patronat : d'une part, le désarmement d'organismes de contrôle et de régulation constitue une opportunité pour certains acteurs économiques qui n'auront plus à assumer les conséquences de leurs activités. D'autre part, les flux financiers dédiés à ces services publics pourront être redirigés pour alimenter le secteur militaire au nom de laquelle celles et ceux qui gouvernent peuvent mener une guerre sociale contre le monde du travail.

Nous, agents des agences de la transition écologique, opérateurs des politiques sanitaires et sociales, acteurs de l'aménagement du territoire, décidons aujourd'hui de nous défendre contre un exécutif obsédé par une gestion néolibérale et productiviste, relayé par des élus de droite et d'extrême droite, sacrifiant les impératifs écologiques et sanitaires aux intérêts économiques immédiats.

Nous refusons que les agents paient, par la dégradation de leurs conditions de travail, les choix politiques qui organisent l'asphyxie de l'action publique. Nous exigeons le respect des missions d'intérêt général de nos agences, ainsi que le maintien et le renforcement des moyens nécessaires pour les accomplir.

Le 8 juin 2026, à Paris.

Signatures : *CGT L'Institut Paris Region, CGT Environnement (OFB et Parcs Nationaux), CGT Météo France, CGT ANSES, CGT ANDPC, CGT ADEME, CGT de l'IGN, CGT Museum d'Histoire Naturelle, CGT Santé publique France, Solidaires CSTB, CGT-ANCT, CGT Agri, CGT CAUE, CGT Cerema, CGT ANAH*

Contacts presse :

CGT ADEME : didier.gabarda-oliva@ademe.fr

CGT ANSES : cgt@anses.fr

CGT CAUE : cgt.caue@gmail.com

CGT Cerema : cgt.syndicats.cerema@i-carre.net

CGT IGN : cgt@ign.fr

CGT Institut Paris région : leo.mariasine@institutparisregion.fr

CGT OFB : cgt@ofb.gouv.fr

CGT Santé publique France : cgt@santepubliquefrance.fr

Signification des sigles :

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ANAH : Agence nationale de l'habitat

ANCT : Agence nationale de la cohésion des territoires

ANDPC : Agence nationale du développement professionnel continu

ANSES : Agence nationale de sécurité sanitaire

ANSM : Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé

ASP : Agence de services et de paiement

CAUE : Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement

Cerema : Centre d'études et d'expertise pour les risques, l'environnement, les mobilités et l'aménagement

CSTB : Centre scientifique et technique du bâtiment

IGN : Institut national de l'information géographique et forestière

OFB : Office français de la biodiversité

ONF : Office national des forêts